Les structures sociales et économiques des villes bretonnes

par Gilbert LE GUEN
Institut de Géographie de Rennes

Le recensement de 1954 accorde à la Bretagne 82 agglomérations ou communes urbaines sur lesquelles 18 dépassent 10.000 habitants alors que 42 se trouvent au-dessous de 5.000 (fig. 1). Sans doute serait-il aisé de reprendre, à ce propos, la vieille discussion sur la validité de la définition administrative de la ville : pourquoi tels centres ne font-ils pas partie des villes (Montfort, Quibeberon) quand tels autres s'y trouvent rangés un peu audacieusement (Nort-sur-Erdre, St-Méen) ? Pourquoi s'obstine-t-on à donner le chiffre de la population communale et non le nombre d'habitants de l'agglomération, plaçant ainsi dans la hiérarchie urbaine, contre toute évidence géographique, Plougastel-Daoulas avant Lannion et Loudéac avant Lamballe ? Une telle critique aboutirait à modifier quelque peu la liste officielle des unités urbaines bretonnes, ce que se préparent à faire le statisticien et l'évolution démographique dès le prochain recensement (1). L'objet de cet article n'est toutefois pas d'entamer une telle discussion mais d'essayer d'utiliser les documents statistiques aisément disponibles pour dégager quelques traits généraux de cet ensemble des villes bretonnes, petites et grandes. Plus précisément son but est de tenter, à partir des renseignements d'ordre essentiellement démographique du recensement, une analyse systématique des structures économiques et sociales de la population urbaine. Une telle analyse doit nous mener à la reconnaissance d'un certain nombre de types de villes définis selon des critères socio-économiques et dont la fréquence, la nature et la localisation peuvent intéresser la géographie sociale.

(1) Précisons toutefois que, dans notre étude, *Population urbaine* et *Population active urbaine* correspondent respectivement aux *Population totale* et *Population active totale* officielles *diminuées* des populations vivant de l'agriculture et travaillant dans l'agriculture.

L'ANALYSE DES STRUCTURES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

Les « Résultats statistiques » du recensement offrent une foule de renseignements précieux sur les structures sociales et économiques des villes. Mais la quantité même de ces renseignements rend leur interprétation délicate lorsque, dans une démarche géographique, on se soucie de rechercher les rapports entre les diffé-

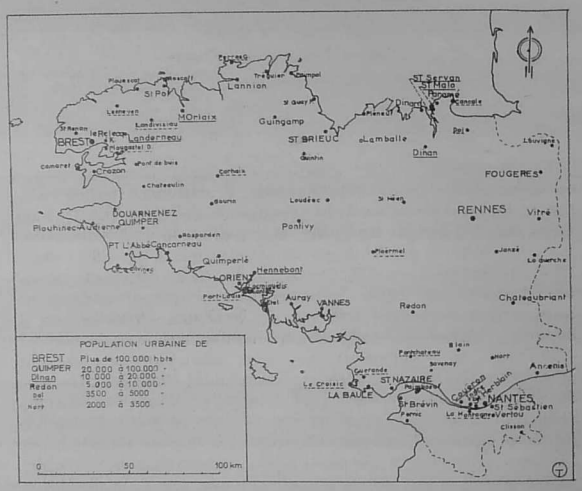

FIG. 1. — *Localisation des villes bretonnes.*

rentes données et d'établir des comparaisons entre les différentes villes. Parmi les chiffres publiés, deux séries nous paraissent devoir retenir plus particulièrement l'attention : celle relative à *la structure de l'activité urbaine* : répartition de la population active entre les grandes branches d'activité collective (pêche, industries, transports, commerce, etc...) ; celle relative à la *structure sociale* de la population urbaine : répartition de la population en groupes socio-professionnels (patrons, employés, ouvriers, etc...). La première comporte des renseignements précieux pour l'appréciation rapide de l'importance et de la hiérarchie des fonctions urbaines ; après bien d'autres, nous avons essayé de le montrer dans une étude

récente des villes françaises (1). L'intérêt de la seconde a été bien mis en évidence par les essais d'A. Chatelain (2) et, plus récemment, par un remarquable travail concernant les villes du Nord (3). Au terme de l'analyse de ces deux séries de chiffres, il peut paraître tentant de rapprocher les conclusions pour tenter de définir l'originalité de la combinaison structure sociale-structure économique — ce que nous avons appelé *structure socio-économique*. On devine aisément qu'il existe des liens entre les formes d'activité prépondérantes et la composition sociale d'une ville, que tel centre industriel a des chances d'être une ville ouvrière et tel centre commercial une ville bourgeoise ; mais ces liens ne sont pas invariables et il nous est apparu que c'était leur plus ou moins grande étroitesse qui permettait le mieux de caractériser une ville dans le domaine de la géographie sociale.

La structure de l'activité urbaine.

Dans l'étude évoquée ci-dessus nous avons eu l'occasion de souligner l'intérêt qu'il pouvait y avoir à distinguer, dans une population active urbaine, entre une population au service de la cité et une population tournée vers la satisfaction de besoins extérieurs à la cité : c'est l'importance de cette dernière et la nature de ses activités qui constituent le fondement du développement de la ville et de son rayonnement régional ; aussi avons-nous proposé d'appeler cette partie de la population urbaine *population fondamentale*. En même temps, nous avons cherché à déterminer la population fondamentale des agglomérations françaises selon la méthode utilisée aux États-Unis par Alexandersson (4), méthode visant à calculer empiriquement le pourcentage de population employée au service de la cité et, par déduction, le pourcentage de population fondamentale dans chaque branche d'activité collective.

C'est la même méthode que nous appliquons aujourd'hui dans le cadre plus restreint de la Bretagne, mais en l'étendant, cette fois, aux villes de 2.000 habitants. Nous intéressant à des villes plus petites, nous nous attendions à trouver des différences assez considérables entre les pourcentages retenus précédemment pour les villes françaises et ceux à retenir pour les villes bretonnes. Il était permis de penser, par exemple, que le secteur tertiaire était relativement moins développé dans les très petites unités urbaines.

(1) G. LE GUEN. *La structure de la population active des villes françaises de plus de 20.000 habitants*. Annales de Géographie, 1960, 355-370.
(2) A. CHATELAIN. *Géographie sociale des villes françaises* en 1946. Revue de Géographie de Lyon, 1956, pp. 119-128.
(3) PINCHEMEL, VAKILI et GOZZI. *Niveaux optima des villes. Essai de définition d'après l'analyse des structures urbaines du Nord et du Pas-de-Calais*. Lille, C.E.R.E.S., 1959, 120 p.
(4) G. ALEXANDERSSON. *The Industrial structure of American Cities*. The University of Nebraska Press, 1956, 133 p.

Des différences existent en effet ; mais elles sont faibles et ce sont plutôt les similitudes qui frappent dans le tableau ci-dessous :

Pourcentage de population active employée au service de la cité dans chaque branche d'activité collective.

Activité collective	Pourcentage retenu dans l'étude des 147 *villes françaises* de plus de 20.000 hab.	82 *villes bretonnes* de plus de 2.000 hab.
Pêche	0,00	0,00
Industrie extractive	0,02	0,00
Batiment, travaux publics	5,3	5,9
Industries de transformation	11,3	12,1
Transports	1,9	1,7
Commerce	11,5	12,1
Services, prof. libérales	5,2	5,3
Administration, services publics	5,2	5,2
	40,42	42,3

Tout se passe donc comme s'il existait *une quasi-indépendance entre la taille de l'agglomération d'une part, l'importance relative et la structure de la population au service de la cité d'autre part.* Si un tel résultat devait être vérifié au cours de nouveaux travaux il ne manquerait pas d'intérêt pour l'étude systématique des structures urbaines et de leurs aménagements éventuellement souhaitables.

Sur un plan plus modeste, le calcul des valeurs ci-dessus nous a permis d'estimer la part de la population fondamentale dans chaque branche d'activité collective pour chacune des villes bretonnes. Nous avons pu déterminer ensuite, pour chaque agglomération, la *répartition de la population fondamentale entre les activités industrielles, commerciales et les services.* L'étude de cette répartition, sur un diagramme triangulaire, nous a enfin permis de définir un certain nombre de types de villes selon leur activité fondamentale ; ce sont ces types que nous avons représentés sur la carte (fig. 2). Dans cette classification « fonctionnelle » trois types sont essentiels : Le type A : celui des 30 *villes industrielles* dans lesquelles 55 % de la population active fondamentale se trouvent dans l'industrie ; le type B : celui des 29 *Marchés-centres*, où l'industrie ne mobilise jamais plus de 35 % de la population fondamentale, mais le commerce toujours plus de 30 %, les services toujours plus de 25 %, ce qui assure une large prépondérance au secteur tertiaire ; le type C, enfin, est celui des *Centres aux activités multiples et équilibrées* où l'industrie occupe de 35 à 55 % de la population active fondamentale mais où commerce et services jouent néanmoins un rôle important. Cette classification a été nuancée par l'introduction de sous-types définis dans la légende de la carte.

Avec cette analyse de l'activité urbaine un premier pas est franchi dans la connaissance des populations urbaines bretonnes.

Un deuxième doit l'être avec l'analyse de la composition sociale des villes.

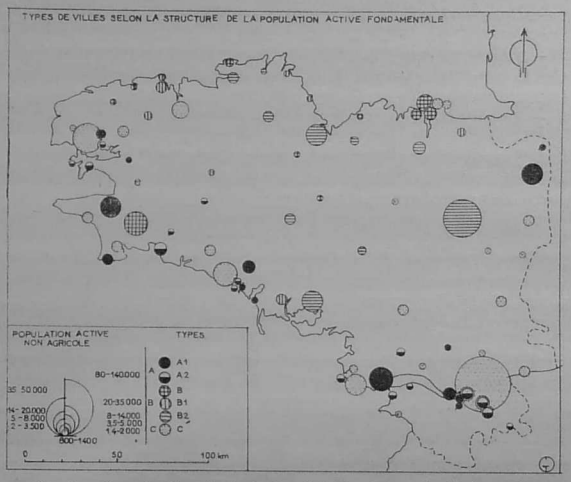

Fig. 2. — *Types de villes selon la structure de la Population active fondamentale.*
(I = population dans l'Industrie. C = Population dans le Commerce. S = Population dans les services).

A) Villes industrielles : I : plus de 55 %.
A1 : *Très spécialisées* : I : plus de 75 %.
C et S : moins de 15 % chacune.
A2 : *Avec activités secondaires* : I : de 55 à 75 %.
C et S : de 10 à 25 % chacune.
B) Marchés-centres.
B : I : moins de 35 %. C : plus de 30 %. S : plus de 25 %.
B1 : *Avec prépondérance du commerce.*
C : plus de 45 %.
B2 : *Avec prépondérance des services.*
S : plus de 40 %.
C) Centres d'activités multiples et équilibrées.
I : de 35 à 55 %. C : de 15 à 35 %. S : de 20 à 40 %.

La structure sociale de la population urbaine.

L'étude de la structure socio-professionnelle d'une ville soulève, en principe, moins de difficultés que celle des activités collectives. Il s'agit là d'une description anatomique, et non plus physiologique de la connaissance de l'organisme urbain tel qu'il est, sans qu'il soit nécessaire de distinguer au préalable entre des populations à rôle différent. Dans la pratique, compte tenu des documents utilisables, nous avons été conduit à décompter de la population

totale les seules catégories agricoles, puis à regrouper les autres catégories en trois classes :

— *classe aisée* : « grands » patrons, cadres supérieurs, professions libérales ;

— *classe moyenne* : « petits » patrons, cadres moyens, employés et « autres catégories » officielles (artistes, clergé, sportifs et militaires de métier...) ;

— *classe ouvrière* : contremaîtres, ouvriers qualifiés et ouvriers spécialisés, manœuvres, personnel de service.

Certes, comme pour toute classification, on pourra discuter celle-ci, regretter l'intégration des contremaîtres dans la classe ouvrière où seraient mieux placés certains petits employés. Mais nous n'avons pu utiliser que les données publiées, espérant qu'il y aurait une certaine compensation des erreurs. Plus grave nous est apparue l'absence de distinction, dans les publications, entre petits et grands patrons, pour les villes de moins de 20.000 habitants. Cette distinction est capitale pour apprécier valablement l'importance de la classe aisée. Aussi nous sommes-nous résolu à analyser, non pas la répartition de la population active, mais la répartition *des chefs de ménage actifs* entre les trois grandes classes ; les statistiques sont ici plus complètes. Les chiffres que nous donnons ne correspondent donc pas aux pourcentages d'ouvriers ou de bourgeois aisés dans la population active de la ville, mais aux pourcentages de familles d'ouvriers ou de bourgeois. Les comparaisons que nous avons pu faire, dans le cadre des villes de plus de 20.000 habitants, nous ont montré qu'en général le pourcentage des ménages ouvriers était voisin du pourcentage des ouvriers dans la population active ; en revanche, le pourcentage des ménages est plus fort que celui des individus actifs en ce qui concerne la classe aisée, tandis que c'est l'inverse pour la classe moyenne. Ces variations s'expliquent surtout par la variation du taux d'activité féminine selon les classes. Mais on peut se demander si cette légère surestimation de la classe aisée, cette sous-estimation de la classe moyenne ne fournissent pas, en définitive, une meilleure image de la physionomie sociale urbaine ; il nous semble en effet que c'est davantage au niveau de la famille qu'à celui de l'individu que s'expriment dans la vie urbaine les manifestations des différences sociales.

C'est donc en fonction de l'*appartenance des chefs de ménage actifs à l'une des trois grandes classes sociales* définies plus haut que nous avons déterminé, à l'aide d'un nouveau diagramme triangulaire, les trois grands types et les quatre sous-types de structures sociales urbaines rencontrés en Bretagne :

Le Type 1, celui des *villes ouvrières*, comporte 22 villes dans lesquelles 60 % des chefs de ménage sont des ouvriers alors que 8 % au plus appartiennent à la classe aisée.

Le Type 2 est celui des 38 *villes mixtes* ; 44 à 60 % des ménages appartiennent à la classe ouvrière, 35 à 45 % à la classe moyenne. Une subdivision a semblé nécessaire entre les villes mixtes à *prépondérance ouvrière* (Type 2 A) où le pourcentage ouvrier dépasse 48 % et les villes mixtes à *prépondérance bourgeoise* (Type 2 B)

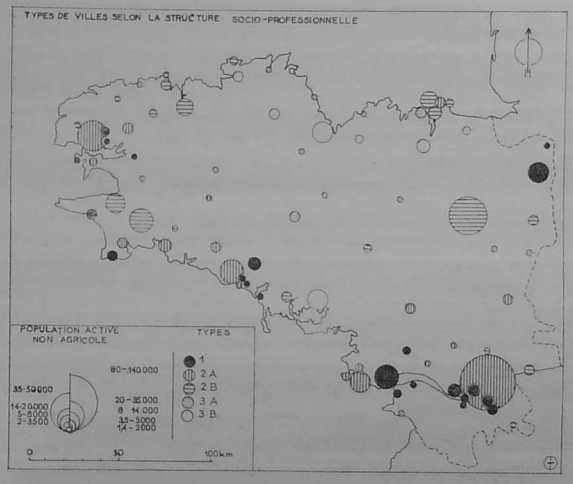

FIG. 3. — *Types de villes selon la structure socio-professionnelle.*
(Les pourcentages donnés sans indication concernent le pourcentage de *chefs de ménage ouvriers*).

1. Villes ouvrières : plus de 60 %.
2 : Villes mixtes : de 44 à 60 %.
2A : à prépondérance ouvrière : 48-60 %.
2B : à prépondérance bourgeoise : moins de 48 %.
3. Villes bourgeoises : moins de 44 %.
3 A : de petite bourgeoisie : moins de 12 % de classe aisée.
3 B : de bourgeoisie aisée : plus de 12 % de classe aisée.

où le pourcentage ouvrier descend au-dessous de 48 %, alors que celui des classes moyennes s'élève généralement au-dessus de 40 %.

Le Type 3, celui des *villes bourgeoises*, est représenté par 22 cités dans lesquelles les ménages ouvriers n'atteignent pas 44 % du total, alors que les ménages de la classe moyenne représentent de 44 à 55 %. Selon que la classe aisée n'atteint pas ou excède 12 % on a distingué un type 3 A, de *petite bourgeoisie*, d'un type 3 B, de *bourgeoisie aisée*.

La carte établie sur la base de cette classification donne une vue sommaire des caractéristiques sociales des villes bretonnes (fig. 3). On ne peut manquer de la rapprocher de la précédente et de noter des similitudes : Saint-Brieuc, Vannes, Dinan qui se trouvaient dans la même catégorie d'activité se retrouvent dans la même catégorie sociale. En revanche, Rennes et Pontivy qui se comparaient à ces trois villes, sur le plan des fonctions, s'en séparent sur le plan des structures sociales pour se rapprocher de Quimper et Saint-Malo, en ce qui concerne la première, des centres plus modestes de Carhaix et Loudéac, en ce qui concerne la seconde.

Cette constatation nous amène naturellement à essayer de tenir compte à la fois des structures économiques et des structures sociales pour caractériser les villes.

La structure socio-économique.

L'examen attentif des combinaisons réalisées entre les 6 types ou sous-types fonctionnels et les 5 types ou sous-types sociaux montre que sur les trente combinaisons théoriquement possibles il en apparaît 17. De ces 17 combinaisons, beaucoup peuvent être rapprochées les unes des autres, en considérant l'importance particulière de leur appartenance à tel groupe social ou fonctionnel. Nous sommes parvenu, ainsi, à répartir les villes bretonnes en sept types assez homogènes, eux-mêmes faciles à regrouper selon leur appartenance à l'un des trois grands ensembles de la classification fonctionnelle :

Groupe A : Villes industrielles :

Type A*a* : Ville ouvrière	21 villes
Type A*b* : Ville industrielle mixte	9 villes

Groupe B : Marchés-centres :

Type B*a* : Marché-centre mixte	11 villes
Type B*b* : Marché-centre de petite bourgeoisie	11 villes
Type B*c* : Marché-centre aisé	7 villes

Groupe C : Centres d'activités multiples :

Type C*a* : Centre à prépondérance ouvrière	13 villes
Type C*b* : Centre à prépondérance bourgeoise.	10 villes

Cette classification socio-économique nous a servi à élaborer notre dernière carte (fig. 4). Celle-ci s'ajoute à la classification pour souligner la fréquence de certains caractères socio-économiques des villes bretonnes et de leur répartition géographique.

LES CARACTÈRES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES VILLES BRETONNES

Le dénombrement des villes appartenant aux divers types socio-économiques met en relief un fait assez surprenant : le nombre considérable des *villes ouvrières* : 21 cités méritent d'être rangées dans ce groupe et 30, au total, ont plus de 55 % de leur population active fondamentale dans l'industrie. Les villes industrielles seraient-elles donc les plus nombreuses de Bretagne ?

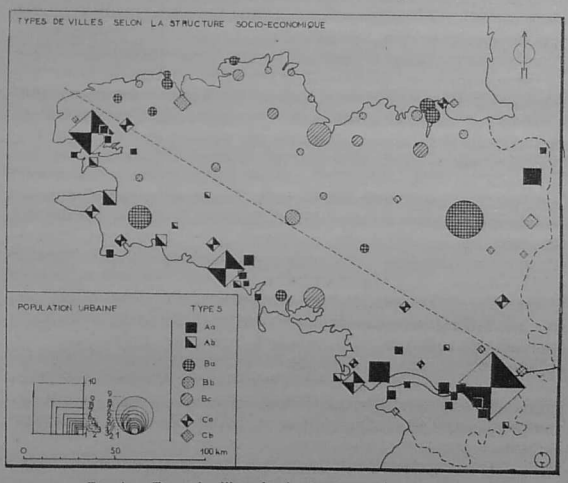

FIG. 4. —*Types de villes selon la structure socio-économique.*

	Population urbaine en 1954 :
A) Villes industrielles.	
A*a* : villes ouvrières.	1 : 2 à 3.500 habitants.
A*b* : villes industrielles mixtes.	2 : 3,5 à 5.000 »
	3 : 5 à 8.500 »
B) Marchés-centres.	4 : 8,5 à 14.000 »
B*a* : Marché-centre mixte.	5 : 14 à 20.000 »
B*b* : Marché-centre de petite bourgeoisie.	6 : 20 à 35.000 »
B*c* : Marché-centre aisé.	7 : 35 à 50.000 »
C) Centres d'activités multiples.	8 : 50 à 80.000 »
C*a* : Centre à prépondérance ouvrière.	9 : 80 à 125.000 »
C*b* : Centre à prépondérance bourgeoise.	10 : 200 à 300.000 »

L'examen d'une liste de ces villes et de la carte apporte toutefois de rapides éclaircissements. Tout d'abord, ces villes industrielles ne sont en général que de petites agglomérations : 18 ont moins de 5.000 habitants alors que 2 seulement dépassent les 20.000. En outre, elles relèvent essentiellement de trois types dont deux ne

correspondent pas à l'idée traditionnelle de la ville industrielle. Le type le plus singulier est, sans doute, celui des agglomérations de pêcheurs, dans lesquelles une industrie notable de conserverie vient s'ajouter à l'activité halieutique. Dans les plus grands de ces centres industriels originaux, on voit se développer une classe moyenne de patrons de pêche et d'industries ou commerces annexes de la pêche (Douarnenez, Concarneau) ; les plus petits restent, au contraire, plus nettement ouvriers (Camaret, Le Guilvinec). Un deuxième type est celui des villes ouvrières de banlieue dont la population active travaille bien dans l'industrie, mais qui ne possèdent pas d'établissements industriels importants sur leur territoire : Saint-Sébastien, Vertou, Saint-Herblain, La Montagne, Locmiquélic, Riantec, Port-Louis, Saint-Brévin, Le Relecq-Kerhuon... Géographiquement on hésite à parler de villes industrielles ; ce sont, plus réellement, des éléments d'agglomérations industrielles à l'intérieur desquelles la statistique les intégrera un jour. Le troisième type est celui qui correspond le mieux à la notion classique de ville industrielle, de ville dotée d'usines. Il groupe à peine 1 /3 de la catégorie des « villes industrielles » bretonnes, les plus importantes il est vrai : Saint-Nazaire, Fougères, Hennebont, Couëron, mais aussi de plus modestes : Indre, Paimbœuf, Pont-de-Buis, voire Louvigné en raison de ses carrières. Ce sont aussi des villes à caractère ouvrier bien affirmé.

On ne peut donc parler sans certaines précautions des villes industrielles de Bretagne, en dépit d'un certain nombre de traits démographiques communs. On peut, en revanche, présenter comme beaucoup plus caractéristique de l'ensemble urbain breton le groupe des 29 *marchés-centres* de caractère bourgeois. Accusant tantôt une prépondérance des services (Rennes, Ploërmel, Dol), tantôt une prépondérance du commerce (Auray, Saint-Pol-de-Léon, Carhaix), le plus souvent un certain équilibre entre les deux fonctions, ces villes témoignent surtout d'une écrasante supériorité du secteur tertiaire pouvant aller jusqu'à l'hypertrophie : plus de 90 % de la population fondamentale à Tréguier et Paimpol, à Vannes 88 %. L'industrie n'emploie presque jamais 30 % de la population fondamentale et la classe ouvrière n'a qu'une médiocre représentation, malgré l'appoint de l'artisanat et du personnel de service. Certaines de ces cités, appartenant au groupe B*a* qui comple Rennes, Quimper, Saint-Malo, Saint-Servan, Auray..., doivent pourtant, à quelques industries et à l'importance du secteur nationalisé (S.N.C.F., notamment), une structure sociale plus équilibrée. Parmi les autres, on ne peut manquer de noter comment la différence de structure sociale recouvre assez fidèlement la différence de grandeur : six des huit villes supérieures à cinq mille habitants sont également les villes où la classe aisée a la plus grande importance relative en Bretagne. Ce sont par excellence les *villes bourgeoises bretonnes* : Saint-Brieuc, Vannes, Dinan, Guingamp, Lannion, Lamballe... Au contraire, le groupe des villes largement dominées par la classe moyenne, où la classe aisée stagne aux environs de 10 % est aussi, à deux exceptions près (Pontivy et Dinard), le groupe des villes de moins de cinq mille habitants : Dol, Carhaix, Loudéac, Tréguier, Quintin... Les mêmes causes qui entravent l'essor du groupe humain nuisent au développement relatif d'une classe aisée d'industriels, gros commerçants et professions libérales.

Ce lien entre l'importance numérique de la cité et l'équilibre de ses structures sociales nous le retrouvons dans le troisième grand groupe des villes bretonnes, celui des *centres aux fonctions multiples et équilibrées*. Cet ensemble qui, s'il n'est pas le plus nombreux comporte 3 sur 5 des villes bretonnes de plus de 50.000 habitants, se divise assez nettement en deux parties selon la structure sociale et le volume. Onze des quatorze villes de plus de 5.000 habitants appartiennent au groupe C*a* dans lequel l'activité industrielle occupe toujours plus de 45 % de la population fondamentale, 48 % des ménages appartenant à la classe ouvrière. Ce sont également des centres où services et commerce s'équilibrent à l'intérieur du secteur tertiaire, sauf à Brest, dominée par les services. A tous égards, ces centres à prépondérance ouvrière apparaissent comme le type de *ville bretonne équilibrée* et, sans doute, doivent-ils une bonne part de leur développement au fait d'être parvenus à réaliser cet équilibre. Guérande et Savenay qui entrent dans ce groupe, tout en demeurant modestes, doivent en réalité leur caractère ouvrier au fait qu'elles se situent dans la zone d'attraction ouvrière de Saint-Nazaire. En revanche, les petites villes dominent largement le groupe C*b*, celui des villes où fonction industrielle et classe ouvrière cèdent le pas à la fonction de marché et à la classe moyenne ; celle-ci peut devenir absolument prépondérante, réunissant plus de 50 % des ménages : Janzé, La Guerche, Pornic. Indigence industrielle et faiblesse de l'essor sont liées dans ces centres à prépondérance bourgeoise dont la plupart se trouvent, en outre, dans une position géographique défavorable à l'expansion de la fonction régionale. Seule, Morlaix réussit à s'élever au-dessus de la médiocrité générale, davantage parce qu'elle ne subit qu'une faible concurrence dans sa région que parce qu'elle est parvenue à s'assurer un minimum d'activité industrielle.

Tout au long de ce rapide survol des types de villes bretonnes un thème revient, lancinant : celui d'une trop fréquente faiblesse industrielle, s'accompagnant généralement d'une médiocrité relative de la classe ouvrière, normalement dominante dans une cité. S'il fallait étendre à la Bretagne une des conclusions de l'étude menée dans le Nord et citée plus haut, selon laquelle l'optimum social urbain se situerait entre 55 et 66 % de classe ouvrière, on serait amené à constater que 70 % des villes bretonnes sont au-dessous

de cet optimum. Sans aller jusque-là, il faut bien remarquer qu'à l'exception de Vannes et Saint-Brieuc toutes les villes bretonnes importantes sont des villes où la classe ouvrière groupe 45 % des ménages au moins ; il faut bien admettre que, parmi ces villes, les plus dynamiques sont celles où une fonction industrielle notable s'est ajoutée à la fonction de marché-centre. Ce ne sont, malheureusement, que les moins nombreuses.

Le déséquilibre de la structure socio-économique des villes bretonnes est un fait d'autant plus regrettable qu'il s'accompagne d'un *déséquilibre régional*, encore plus marqué, dans la répartition des types de villes. Les cartes sont éloquentes. Si l'on trace une ligne de Landernau à Ancenis (fig. 4), séparant ainsi une Bretagne atlantique d'une Bretagne du Nord on ne peut manquer d'être frappé par la brutalité de l'opposition qui se révèle.

Au Sud se trouvent 39 des 43 agglomérations présentant une certaine importance du secteur ouvrier et de la fonction industrielle (Types A*a*, A*b*, C*a*), ainsi que 7 des 10 agglomérations de plus de 20.000 habitants. Les villes industrielles se regroupent en quatre ensembles : le plus singulier est celui de la Cornouaille maritime avec ses ports de pêche et ses conserveries ; les trois autres relèvent d'un même type, celui des régions urbaines, centrées sur une agglomération importante dans laquelle les fonctions sont généralement équilibrées, tandis que les petites villes de banlieue sont nettement ouvrières : région brestoise, région lorientaise où se singularise Hennebont, région de la Basse-Loire où quinze centres urbains gravitent autour des deux pôles nantais et nazairien. Dans les quatre ensembles, la situation littorale des éléments essentiels souligne, mieux que tout autre argument, l'influence primordiale de la mer dans la vie industrielle bretonne.

Est-ce parce que cette influence s'est révélée moins bénéfique au Nord, que cette partie de la Bretagne ignore presque complètement les villes industrielles et ouvrières ? Les centres à fonctions multiples, eux-mêmes, appartiennent presque tous au type des centres bourgeois d'importance médiocre (Type C*b*). En revanche la Bretagne du Nord est le domaine des marchés-centres : elle en possède 25 des 29 de la province. De Tréguier à Rennes, de Lesneven à Pontivy c'est toujours le même type socio-économique urbain, à quelques nuances près dans la fonction administrative, la part de la classe moyenne, la réussite générale. Fougères, sur les marches, fait figure d'intruse dans cet ensemble. Hypertrophie du secteur tertiaire, carence du secteur industriel, médiocrité de la classe ouvrière sont les caractères dominants de ces villes, nous pourrions presque dire les symptômes de leur sous-développement. Ces traits ne sont pas sans retentissement dans l'ordre démographique : sans préjuger du comportement démographique de la petite et moyenne bourgeoisie prépondérante il nous paraît caractéristique que, sur les 15 villes bretonnes ayant sollicité un recensement complémentaire depuis 1954, indice d'une immigration assez intense, quatre seulement appartiennent à cette Bretagne du Nord — dont 3 au groupe des centres à fonctions multiples —. Ces villes sans industrie attirent moins les gens des campagnes et des bourgs ; cette médiocrité de l'attraction est sans doute un trait déjà ancien, car ces villes à lente croissance sont situées dans les zones bretonnes ayant connu le dépeuplement rural le plus vigoureux depuis un siècle : Léon, Trégor, Bretagne centrale, Pays de Rennes. Incapables de retenir une main-d'œuvre régionale dont elles n'ont que faire, les villes bourgeoises de la Bretagne du Nord végètent encore en 1954, faute d'avoir su ajouter une fonction industrielle à leur fonction régionale au moment où les industries rurales périclitaient.

Ainsi, même dans le cadre réduit et souvent considéré comme homogène de la Bretagne, l'analyse des structure socio-économiques des villes permet de déceler l'existence de types urbains assez nettement différenciés, et, aussi, l'existence d'une influence régionale dans la répartition de ces types. Nous nous plaisons à voir là une peuve de l'intérêt de cette méthode pour le géographe à qui elle permet de situer rapidement telle cité dans sa « famille » structurale ou régionale, partant, de mieux reconnaître, dans l'analyse ultérieure, les « traits de famille » imputables à des conditions d'existence très générales et les caractères réellement singuliers issus d'une convergence unique d'éléments locaux.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

La source du travail se trouve dans l'ouvrage publié par *l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques* : Recensement général de la Population de mai 1954. *Résultats statistiques* : Population, Ménages, Logements, Maisons. *Fascicules départementaux* des Côtes-du-Nord, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique et du Morbihan.

Sur les villes bretonnes, de manière générale, on pourra consulter :

MUSSET : *La Bretagne*, col., A. Colin, 4e éd., 1958. Bibliographie.

MEYNIER : *Villes de Bretagne*. Annales de Géographie, 1946, p. 178-187.